



Lettre ouverte aux pouvoirs publics et partenaires sociaux, participants du sommet pour l'emploi.

Emploi : développons les solutions qui ont fait leurs preuves !



Le combat pour l'emploi est décrété priorité majeure pour notre pays dans le contexte actuel de crise économique avec un taux de chômage inégalé depuis 12 ans. Vous allez échanger au cours du Sommet social sur les réponses à apporter à court terme aux personnes confrontées au chômage et à l'exclusion.



Une de ces réponses existe, c'est l'insertion par l'activité économique, qui forte de 35 ans d'expérience et d'innovation, a réussi le double pari de structurer des modèles économiques solides et diversifiés au service d'un projet social permettant à nos concitoyens les plus en difficulté de retrouver dignité et travail.



Ce sont chaque année 250 000 personnes, bénéficiaires du RSA, jeunes sans qualification, chômeur de longue durée qui sont salariées dans 3500 structures d'insertion par l'activité économique. Le passage dans nos structures leur redonne dignité et confiance en eux, leur permet d'acquérir un savoir faire, d'amorcer un processus de qualification, mais également de s'inscrire dans une démarche leur permettant de résoudre des problèmes de santé, de logement, de mobilité, etc, qui constituent autant de freins à l'insertion sociale et professionnelle. A leur sortie une personne sur deux est en emploi ou s'engage dans une formation, les autres ont pu acquérir de nouvelles compétences, se préparer à reprendre un travail stable.



Les dernières études réalisées en 2009 évaluent le coût annuel d'un chômeur indemnisé à 34000 euros. Vous connaissez le coût de nos structures, très nettement en deçà de ce chiffre. Choisir de développer et soutenir le secteur de l'insertion par l'activité économique c'est choisir la performance budgétaire au service de l'emploi, c'est investir dans la croissance durable, dans les territoires, dans des activités non délocalisable et d'utilité sociale.



Nous sommes dans l'action et refusons la résignation. Alors oui la question est posée est la bonne, l'emploi pour les plus en difficulté doit redevenir une question centrale de société, mais ne tombez pas dans le piège de l'invention de l'énième nouvelle réponse ou de dispositif temporaire. L'heure n'est pas à l'expérimentation, alors avec nous faites le choix de l'efficacité et de la responsabilité et permettez le déploiement de modèles qui sont connus, maîtrisés, évalués.



Nous le savons la compétitivité de demain se prépare aujourd'hui, et elle passe en particulier par la capacité du pays à développer sans cesse la compétence des actifs, de tous les actifs. C'est pourquoi former les personnes les plus éloignées de l'emploi s'inscrit tout autant dans la solidarité que dans un investissement d'avenir productif.



L'impulsion donnée par le Grenelle de l'insertion en 2008 n'a pas été suivie d'une gouvernance appropriée et d'un programme d'investissement à la hauteur des besoins et des enjeux. Le secteur est sous-financé.



Pourtant, les solutions de l'Insertion par l'Activité Economique existent et ont fait leurs preuves. Pour lutter contre le chômage, nous pouvons collectivement les doubler ou les tripler. Nous vous proposons de permettre demain à 500 000 personnes de bénéficier de cette passerelle vers l'emploi que nous constituons et sommes à votre disposition pour vous présenter nos propositions pour y parvenir ensemble.